

«Deux élus sur trois sont des professionnels»

POLITIQUE Un ouvrage se penche sur le système de milice confronté à la professionnalisation de la politique.

PAR PHILIPPE CASTELLA, BERNE

Dans l'armée comme dans la politique, le système de milice fait partie de ces valeurs que les Suisses chérissent, parfois bien au-delà des réalités concrètes vécues. Un ouvrage* qui mêle science politique, histoire et sociologie se penche sur le système de milice face à la professionnalisation de la politique en Suisse. Interview de l'un de ses auteurs, le politologue Oscar Mazzoleni, de l'Université de Lausanne.

La Suisse est très attachée à l'idée de milice en politique. Et pourtant, au niveau du parlement fédéral, c'est un mythe aujourd'hui?

Il n'y a là rien de nouveau. A partir des années 1960, on a constaté qu'une partie croissante des parlementaires étaient des professionnels de la politique sous une forme différente de celle d'aujourd'hui. Et actuellement, on est assis entre deux chaises. Le système parlementaire fédéral en reste au principe d'assemblées plénières se réunissant quatre fois par an, et non tout au long de l'année, comme dans les autres parlements européens. Et en même temps, on a créé, dans les années 1990 déjà, un système de commissions permanentes qui se réunissent régulièrement. On a aussi renforcé les indemnités allouées aux parlementaires, si bien qu'à partir des années 2000, on a pu en vivre.

Quelle est la part de parlementaires qu'on peut qualifier de professionnels?

Presque deux sur trois, aujourd'hui, sont des professionnels. Mais en 1975 déjà, les purs miliciens étaient en minorité.

Le système de milice ne favorise-t-il pas la représentation de certaines professions, patrons et indépendants (avocats, paysans,

médecins, etc.) en particulier?

Oui tout à fait. Il y a un phénomène de sélectivité socio-professionnelle qui contribue à faire du parlement suisse une exception en Europe. Par exemple, en France, au XIXe siècle déjà, les parlementaires étaient des salariés. En Suisse, encore aujourd'hui, on a un système fondé essentiellement sur le principe de l'indemnité. S'il est désormais possible de vivre de la charge d'un élu, il n'y a pas de véritable système de retraites et cela freine l'accès d'autres professions à ce type de charges. C'est aussi pour cela que la plupart des parlementaires, tout en exerçant une activité politique presque à plein temps, gardent des liens avec leur profession. Et cela reste plus facile pour les professions libérales.



«A partir des années 1960, on a constaté qu'une partie croissante des élus étaient des professionnels.»

OSCAR MAZZOLENI
POLITOLOGUE

Dans leurs activités annexes, de nombreux parlementaires travaillent, en fait, pour des lobbys...

Oui, une grande majorité des parlementaires ont des liens avec telle ou telle entreprise, conseil d'administration ou groupe d'intérêts. La question n'est pas seulement de savoir comment, au travers des parlementaires, les groupes d'intérêts influencent le processus décisionnel. Pour ces élus, il s'agit aussi d'avoir un parachute pour la sortie. C'est durant leur présence au parlement que la plupart des élus développent des relations avec



Bien que le système soit de milice, de nombreux élus suisses se professionnalisent. KEYSTONE

les groupes d'intérêts, parce que tous deux ont à y gagner.

La population reste pourtant attachée à l'idée de milice, non?

Pratiquement à chaque fois que les citoyens ont dû voter sur la rémunération des élus ou sur l'augmentation des moyens alloués aux fonctions politiques,

ils ont dit non. En 1992, un projet au niveau fédéral dans ce sens a été balayé à 72%. A Bellinzona, l'an dernier, les citoyens ont refusé d'augmenter la rémunération des membres de l'exécutif communal. Et cette année, à Bulle, les citoyens ont refusé leur professionnalisation. D'un côté, le système est largement en train de se professionnaliser et on constate, de l'autre, une très forte résistance de la majorité des citoyens ordinaires vis-à-vis de cette tendance.

Peut-on interpréter dans ce sens le résultat des élections de ce dimanche avec le camouflet infligé aux partis traditionnels et le renvoi à la maison de «nombreux vieux barbons»?

Je ne ferais pas de lien direct. Les Verts, qui ont gagné, de même que l'ensemble de la gauche sont plutôt en faveur d'une professionnalisation pour des questions de compétence et d'efficacité, mais aussi pour réduire les conflits d'intérêts. A droite, on y est plus réticent et l'UDC y est franchement opposée.

Avec la professionnalisation en cours, ne risque-t-on pas d'avoir des élus de plus en plus déconnectés de la réalité des gens?

C'est un thème qui traverse toutes les démocraties occidentales et qui prend en Suisse une connotation particulière, en raison de la démocratie directe. C'est la tension entre une institution et des élus qui réclament des meilleures conditions de fonctionnement et qui en même temps ont une exigence de proximité vis-à-vis des citoyens. Même si, en Suisse, la tendance à la professionnalisation est forte, il est difficile d'imaginer qu'on professionnalise le système comme dans d'autres pays. Du moins, tant que les citoyens pourront voter sur un grand nombre d'enjeux, y compris sur les conditions matérielles qui régissent le travail des élus.

*«Le système de milice et la professionnalisation de la politique en Suisse», sous la direction d'Andrea Pilotti et Oscar Mazzoleni, éditions LivrePo-Alpha

Ils visent un siège au Conseil des Etats

La course aux seconds tours au Conseil des Etats entre dans le vif du sujet.

En Valais, Beat Rieder, le candidat PDC ayant récolté le plus de voix, devrait conserver son siège. En revanche, le mandat laissé par son collègue de parti Jean-René Fournier n'est pas assuré. Si la démocrate-chrétienne Marianne Maret est arrivée en 2e position, elle devançait le socialiste Mathias Reynard de peu. Le PS fera ticket commun avec la Verte Brigitte Wolf. Le PLR Philippe Nantermod se retire. Par ailleurs, dans une prise de parole très médiatisée, l'ex-conseiller fédéral PLR Pascal Couchepin annonce qu'il votera pour Mathias Reynard. L'UDC Cyrille Fauchère sera aussi dans la course.

A Genève, PLR et PDC restent en lice avec Hugues Hiltbold et Béatrice Hirsch. Mais la tâche ne sera pas évidente pour décrocher un siège. Le candidat PLR a terminé avec près de 15 000 voix de retard derrière le socialiste Carlo Sommaruga, alors que la Verte Lisa Mazzone arrivait en tête avec 42 000 voix. Le duo peut compter sur le soutien d'Ensemble à gauche (9000 voix). A droite, les rangs sont moins serrés. Les Vert'libéraux (12 000 voix) laissent la liberté de vote. Quant à l'UDC, le parti maintient la candidature de Céline Amaudruz. Le MCG la soutiendra le 10 novembre.

A Fribourg, les électeurs troqueront-ils le sortant Beat Vonlanthen (PDC) pour Johanna Gapany (PLR) le 10 novem-

bre? La libérale-radical a confirmé sa candidature hier. Arrivée en 3e position avec 19 500 voix, soit près de 4000 de moins que le démocrate-chrétien, la Gruérienne à ses chances de rejoindre le PS Christian Levrat qui sera réélu, sauf tremblement de terre.

Dans le canton de Vaud, les candidates du ticket rose-vert Adèle Thorens et Ada Marra ont récolté le plus de suffrages. Le PLR sortant Olivier François, arrivé avec 19 000 voix de moins que la socialiste, a le soutien officiel de l'UDC. Les Vert'libéraux, qui pèsent environ 35 000 suffrages, ont appelé, lundi, soir à voter François et Thorens. Le POP soutiendra les candidates de gauche le 10 novembre.

A Berne, la concurrence sera rude jusqu'au 17 novembre. Le ticket rose-vert est reconduit: le socialiste Hans Stöckli et l'écologiste Regula Rytz seront opposés à l'UDC Werner Salzmann et à la PLR Christa Markwalder. C'est le très bon score de la présidente des écologistes, arrivée juste derrière Hans Stöckli, qui offre de bonnes chances de succès au ticket. Mais le candidat UDC Werner Salzmann n'a obtenu que 300 voix de moins que Regula Rytz.

Zurich, la tension monte. Les deux vainqueurs de dimanche – les Verts et les Vert'libéraux – se sont livrés à de longues discussions avant de décider qui, des deux candidates, resterait en lice. C'est l'écologiste Marionna Schlatter, arrivée

en 4e place derrière le PS Daniel Jositsch (déjà réélu), le PLR Ruedi Noser et l'UDC Roger Köppel, qui portera les chances roses-vertes. Les regards sont tournés vers l'UDC, qui prendra sa décision, demain soir, à Wallisellen.

En Argovie, le socialiste Cédric Wermuth (33 ans), qui siège depuis huit ans au National, a annoncé, hier, qu'il se retirait de la course. Après avoir été traité de «tueur de dames» lorsqu'il avait annoncé sa candidature, l'ex-président des Jeunes socialistes a laissé la place à l'écologiste Ruth Müri, arrivée en 4e position. Dimanche, Cédric Wermuth avait terminé 3e, derrière le PLR Thierry Burkhart et l'UDC Hansjörg Knecht. **ARIANE GIGON ET IGOR CARDELLINI**